



Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE , Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL

Environnement - Convention de partenariat 2021-2026 entre le Centre d'Écologie Fonctionnelle Évolutive (CEFE), Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Roger CAIZERGUES, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Face au changement climatique, à la raréfaction des ressources, à la dégradation de la qualité de vie et à l'exclusion sociale, l'urgence d'agir et d'engager plus avant la transition écologique, énergétique et économique pour faire évoluer notre modèle de société s'impose.

La loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV) du 17 août 2015 et les plans d'actions qui l'accompagnent positionnent clairement les territoires de proximité comme un maillon essentiel de réussite de la transition énergétique et écologique en en devenant des vecteurs d'innovations et de puissants acteurs des politiques publiques dans ce domaine. En effet, l'échelle du territoire de proximité permet de prendre en considération simultanément et de façon concrète les dimensions économiques, sociales et écologiques de la société. Il constitue à ce titre le cadre de la transition.

Le passage d'une société émettrice de gaz à effets de serre, consommatrice de fonciers naturels et agricoles, en énergies fossiles et en ressources qui altèrent la biodiversité, à une société plus sobre et efficace repose sur l'innovation sociale et sociétale. Réussir ce passage nécessite de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire : citoyens, chercheurs, entreprises, élus, pour parvenir dans tous les domaines de la vie (travail, loisirs, domicile etc...) à moins et mieux consommer, à mieux mobiliser les potentiels locaux de production, d'organisation et d'expertise, à mieux vivre en harmonie avec leur territoire. Réussir ce passage invite les décideurs locaux à engager une conduite du changement sur le long terme en impliquant tous les acteurs.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent renforcer le pilotage stratégique de la transition écologique en associant le monde de la recherche, très actif sur le territoire montpellierain, qui pourrait être plus spécifiquement consulté sur les questions d'évolutions climatiques locales et de biodiversité notamment.

Dans ce cadre, les deux Collectivités se sont rapprochées du Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE), dont les activités portent notamment sur l'impact des activités humaines sur la dynamique et le fonctionnement de la biodiversité. Ce rapprochement doit permettre aux chercheurs de l'unité d'alimenter des réflexions partagées avec Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier et d'apporter des connaissances scientifiques sur la biodiversité qui seront nécessaires à l'élaboration d'un plan climat ambitieux, ainsi que sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies d'évitement susceptibles d'être déployées localement.

Le CEFE est une Unité Mixte de Recherche sous tutelle du CNRS, Université de Montpellier (UM), Université Paul Valéry Montpellier 3 (UPVM), Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE), Institut de la Recherche sur le Développement (IRD). Il s'agit d'une des plus importantes unités de recherche en écologie en France. Créée en 1961, cette unité travaille sur des grandes préoccupations des sociétés – la biodiversité, les changements à l'échelle planétaire et le développement durable – avec comme modèles d'étude privilégiés les écosystèmes méditerranéens et tropicaux. Un des objectifs est l'établissement de scénarios d'évolution des systèmes écologiques et de stratégie pour leur conservation, leur restauration ou leur réhabilitation.

Le CEFE a été un des instigateurs de la structuration des recherches sur la biodiversité sur le site de Montpellier dans le cadre d'un Laboratoire d'Excellence, le Centre Méditerranéen Environnement et Biodiversité de Montpellier (CeMEB). Ses recherches contribuent largement à la première place de l'Université de Montpellier dans le classement de Shanghai en 2018 et 2019 pour la recherche dans la discipline « Ecologie ».

Les recherches au CEFÉ sont portées par quatre départements scientifiques (Ecologie Evolutive ; Biodiversité et Conservation ; Ecologie Fonctionnelle ; Interactions, Ecologie et Sociétés). Les activités inter-départements sont organisées en groupes transversaux, dont celui sur l'écologie urbaine.

Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et les Etablissements ont convenu d'instaurer un temps de dialogue et de coproduction préparatoire, sous le thème générique : « *Dynamique de la biodiversité urbaine et péri-urbaine face aux changements planétaires : quelles conséquences, quelles synergies, quels enjeux et quelles pistes pour y répondre ?* ». Ce thème regroupe des axes de coopération identifiés par un groupe de travail préfigurateur.

Ce processus, a permis la mise en place d'ateliers d'intelligence collective regroupant des agents des Collectivités et des chercheurs. Conformément aux engagements réciproques de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du CEFÉ, la convention a pour objet de définir un cadre pluriannuel du partenariat entre la Métropole, la Ville et le CEFÉ pour la période 2021-2026. Elle initie la création et l'animation d'un réseau de réflexion et d'action, sous l'intitulé *Groupe d'Ecologie Urbaine*, qui réunit les personnels du CEFÉ et des deux Collectivités.

Elle propose un premier plan d'action pour la période, destinées à appuyer le développement des axes de coopération identifiés :

- 1 - Améliorer la connectivité pour conserver ou favoriser la biodiversité dans les paysages urbains ;
- 2 - Changement climatique et invasions biologiques : actions pour comprendre les processus écologiques, promouvoir et gérer la biodiversité dans l'espace urbain ;
- 3 - Inventorier, valoriser, partager les outils de sensibilisation auprès de l'ensemble des acteurs et des publics pour améliorer les représentations de la biodiversité chez les citoyens, les enfants.

Elle définit l'allocation des moyens et des ressources matérielles et financières, pour lesquelles un concours financier sous la forme d'une subvention annuelle apportée au CEFÉ par la Ville de Montpellier pour un montant de 10 000 € TTC et Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant de 10 000 € TTC à partir de 2022 soit un montant total pour la durée de la convention de 100 000 € TTC, réparti à 50% entre les deux collectivités.

Un comité de pilotage et un comité technique sont constitués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre le Centre d'Ecologie Fonctionnelle Evolutive, Montpellier méditerranée Métropole, et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20210728-163947-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.